

Région Afrique de l'Ouest et du Centre
Groupe de Travail Protection de l'Enfance en situation d'urgence - GTPESU
Rapport de réunion

| | | | |
|--|--|-------------------------|-----------------------------|
| Date | 10/06/2020 | Lieu | En ligne |
| Chair | UNICEF (lead) – SOS (co-lead) | Secrétariat | UNICEF / SOS |
| Organisations participantes | DRC ; SOS; UNHCR; Save the Children International ; IOM; UNICEF; OHCHR; World Vision; CICR; OCHA; UNODC ; ECHO; UNFPA | | |
| Agenda | <ol style="list-style-type: none"> 1. Rapide revue de la situation de PE dans la région (UNICEF) 2. Focus Thématique/Focus terrain L'impact du COVID sur les enfants élèves des écoles coraniques – Les enfants « Almajiri » (Niger/Nigeria) 3. La Communication de Risque et l'Engagement Communautaire (CREC) en période de COVID (UNHCR) 4. Le monitoring de protection (UNHCR) 5. AOB | | |
| DISCUSSIONS SUR LES POINTS DE L'AGENDA | | | |
| Sujet | Points principaux de discussions et décisions | Actions de suivi | Responsable/Deadline |
| 1. Update sur la PE dans la région de l'Ouest et du Centre | <p>Aperçu de la situation humanitaire à WCAR en 2020¹(pour plus de détails voir présentation) : Approx 9.4 Millions d'enfants en besoin de protection, avec un ciblage en moyenne de 40% (HNO) alors qu'il est de 60% pour les adultes. Principales crises de 2020 : <u>RDC</u> Alors que la crise à l'Est d'Ebola pourrait toucher à sa fin, de nouveaux foyers sont signalés dans la zone de Bandaka. Par ailleurs la situation sécuritaire dans l'Ituri reste très préoccupante avec de nombreuses exactions sur les enfants. « <u>Central Sahel</u> » (Mali, Niger, BF) ainsi que le <u>Lac Chad Basin</u> demeurent des zones de fortes tensions avec une possible jonction de ces deux crises et un risque de spill over sur les pays côtiers. Les acteurs du Niger ont attiré l'attention sur les nombreux actes d'enlèvements qui ont lieu dans la zone de Diffa (souvent suivis de demandes de rançons) et de Tillaberie (qui semblent plus être apparentés a des actes de représailles de la part des groupes armés) ainsi qu'aux exactions commises par les groupes armes mais aussi possiblement par les FDS. Une note de plaidoyer pour le prochain sommet du G5Sahel est en cours de préparation à la demande du IASC et sous la supervision de OCHA et des Groupes de Travail Protection & Accès. <u>Cameroun</u> : Zones toujours difficile d'accès. Exactions régulièrement rapportées. <u>CAR</u> : détérioration de la situation avec approche des élections</p> <p>Résultats clés par secteur pour le premier trimestre : La remontée des données n'est que parcellaire et a été impactée par la crise du COVID. Néanmoins l'atteinte des résultats par rapport aux prévisions HNO sont « on track » avec 20 a 25 % des résultats atteints au cours du premier trimestre. Le nombre d'enfants serait beaucoup plus importantes si on y ajouté les enfants pris en charge dans le cadre de la réponse COVID19. A noter que l'indicateur GBV n'est pas rapporté pour une question de qualité des données.</p> <p>La stratégie de réponse à la pandémie COVID commence à se matérialiser avec l'atteinte de résultats assez significatifs et des problématiques et des groupes d'enfants vulnérables qui semblent se dégager : enfants des rues, enfants dans les écoles coraniques, enfants</p> | Partage présentation | GT PESU (june) |

¹ Rappel : La présentation (sauf pour la partie COVID) reprend les informations des 10 pays qui ont développé un Plan de Réponse Humanitaire (HRP) et/ou ont développé un Humanitarian Action for Children (UNICEF) ainsi que les résultats rapportés dans chacun des pays par les acteurs de la PE et consolidés par les Groupe de Travail Protection de l'Enfant (GTPE/CPWG). Les résultats ne représentent qu'une partie des résultats atteints dans les pays car : i) seuls quelques indicateurs comparables entre les pays (sur les UASC, les EAFGA et les enfants ayant bénéficié d'appui en MHPSS) sont consolidables entre les pays et ; ii) les informations non rapportées par les acteurs de la PE aux GTPE/CPWG nationaux ne peuvent être reprises ici (aussi il est vivement recommandé aux membres du GTPESU présent au niveau de la Région d'encourager leurs bureaux pays à rapporter les données via les GTPE nationaux).

Région Afrique de l'Ouest et du Centre
Groupe de Travail Protection de l'Enfance en situation d'urgence - GTPESU
Rapport de réunion

| | | | |
|--|--|-----------------------------------|---------------------------|
| | <p>en détention etc. L'impact sur les enfants déjà affectés par les crises humanitaires se fait aussi ressentir même si les zones touchées par la pandémie (villes) sont souvent différentes des zones de la réponse car les mesures d'endiguement telles que la restriction des mouvements, l'interdiction des regroupements ont impacté la réponse dans un certain nombre de pays.</p> <p>Q & A: UNICEF Mauritanie : D'où sont extraites les informations concernant la réponse humanitaire car la Mauritanie n'apparaît pas, ni la RCA ? UNICEF WCARO : Les données (sauf pour l'évaluation des besoins qui sont extraites des HNO) sont extraites des SITREP de l'UNICEF qui, de part son rôle dans la coordination, rapporte aussi les données du secteur. Aussi certains pays n'ont pas, souvent en raison du COVID19 soumis de Sitreps. Il faut prendre ces données comme des tendances. UNICEF DRC : Le nombre en diminution des enfants sortis des groupes armés ne reflète pas pleinement la réalité mais est plutôt lié à des questions de rapportage.</p> | | |
| <p>2. Focus Thématique/Focus terrain L'impact du COVID sur les enfants élèves des écoles coraniques – Les enfants « Almajiri » (Niger/Nigeria)</p> | <p>L'impact du COVID sur les enfants élèves des écoles coraniques – Les enfants « Almajiri » (Niger/Nigeria) (voir les présentations pour plus de détails)</p> <p>La pratique consistant à envoyer les enfants suivre un enseignement coranique existe depuis très longtemps dans la région. Ces enfants, souvent appelés "Talibé", "Almajiri" ou "Mouhaleddin", se trouvent entre autres en Mauritanie, au Sénégal, en Gambie, au Mali, au Burkina Faso, en Guinée Bissau, au Niger, au Nigeria, au Tchad et en Guinée. L'ampleur de la situation reste inconnue et n'a souvent pas fait l'objet d'une grande attention politique. Ces situations sont souvent caractérisées par l'exploitation économique (mendicité), la violence et les abus. Avec le COVID19, les gouvernements prennent de plus en plus de mesures pour mettre fin à la pratique allant de la fermeture des écoles coraniques, à des mesures pour réduire le nombre d'enfants vivant dans la rue etc. Au Nigeria, le phénomène est très présent et concerne plusieurs milliers d'enfants. Avec la pandémie plusieurs états ont démarré des processus de relocalisation de ces enfants, souvent de manière peu coordonnée et parfois au détriment du bien-être des enfants. Les acteurs de la PE appuient le gouvernement dans le développement de guidelines pour ce processus, la mise en place de système de gestion de cas, l'appui et la prise en charge médicale, psychosociale des enfants etc. Néanmoins les acteurs de la PE ne sont pas dans toutes les zones et ne peuvent donc pas couvrir les besoins. Par ailleurs, un certain nombre d'enfants ont été testés positifs au COVID19 et l'on craint que certains aient été renvoyés chez eux sans être détectés. Au Niger, le renvoi d'enfants nigérien depuis le Nigeria (plus de 12.000) se fait dans un contexte de détérioration sécuritaire dans des zones souvent très fragiles et alors que le pays doit lui-même faire face à un très grand nombre d'enfants dans les écoles coraniques (plus de 120.000). L'arrivée de ces enfants s'est faite dans un laps de temps très court et sur près d'une dizaine de poste frontaliers. Par ailleurs les autorités ont exigé que ces enfants soient renvoyés chez eux dans les 24h, laissant très peu de temps aux acteurs de la PE pour assurer une prise en charge adéquate. Il est à craindre que certains de ces enfants puissent aussi être des agents vecteurs du COVID. Des appuis d'urgence ont pu être effectués à la frontière (nourriture, kits hygiène, appui médical, abris,...) et les acteurs sont en train d'organiser des suivis par les comités villageois. Néanmoins le peu de temps passé par les enfants aux postes frontaliers, le nombre restreint d'acteurs, le fait qu'un grand nombre d'entre eux passent par d'autres routes font que la prise en charge reste limitée et on peut se demander combien de temps ces enfants vont rester dans des familles souvent très vulnérables.</p> <p>Q & A: SOS : Est-ce que les écoles coraniques au Nigeria vont rouvrir après le COVID19 ? Nigeria & Niger : Au Nigeria Plusieurs états ont pris des mesures de fermeture définitive des écoles. Il s'agit de réflexions qui remontent à longtemps mais la pandémie a accéléré le processus. Au Niger, la situation est différente, les écoles coraniques occupent une place très importante et aucune mesure n'est prise pour les fermer. UNICEF Mauritanie : En Mauritanie nous avons les écoles coraniques officielles et celles qui ne le sont pas. C'est souvent dans ce second cas que sont identifiés les cas d'abus. Les mesures prises par les états pour limiter la propagation du COVID ont fait que beaucoup d'activités économiques (comme autour des marchés) se sont arrêtées entraînant une perte de revenus des enfants talibés et probablement un</p> | <p>Partage de la présentation</p> | <p>GT PESU (juin)</p> |

Région Afrique de l'Ouest et du Centre
Groupe de Travail Protection de l'Enfance en situation d'urgence - GTPESU
Rapport de réunion

| | | | |
|---|--|---|----------------------|
| | <p>accroissement des violences de leurs marabouts comme ils ne ramènent rien. CICR : Le CICR avec le mouvement a proposé son appui au gouvernement du Nigeria mais la réponse reçue était que les besoins étaient couverts, est-ce vraiment le cas ? Quel pourrait être l'appui des organisations au niveau régional ? Nigeria & Niger : L'harmonisation des outils (comme pour le CPIMS), le partage d'infos, un plaidoyer pour que ces mouvements se fassent dans le respect de l'intérêt supérieur de l'enfant. Au Nigeria, la relocalisation se fait à l'initiative des Etats/States et elle est donc peu appuyée par le niveau central, d'où la réponse possible du gouvernement au CICR. Les besoins restent néanmoins importants, une partie des zones n'étant pas couvertes. Les réunifications transfrontalières, si elles se faisaient de manière coordonnée nécessiterait l'appui du CICR en partie pour les zones difficiles d'accès.</p> <p>Les demandes d'informations supplémentaires ou de collaboration peuvent être adressées pour le Nigeria à Joyce Mutiso (CPAoR) jmutiso@unicef.org, pour le Niger à Murielle Pallares mpallares@unicef.org (UNICEF) ou Emmanuelle Haug ehaug@unicef.org (CPAoR)</p> | | |
| <p>3. La Communication de Risque et l'Engagement Communautaire (CREC) en période de COVID (UNHCR)</p> | <p>Communication de Risque et Engagement Communautaire (CREC)</p> <p>Dans le cadre de la réponse au Covid, un Groupe thématique « Communication de Risque et Engagement Communautaire (CREC) » dans la lutte contre le coronavirus en Afrique de l'Ouest et du Centre a été mis en place. Il regroupe la plupart des acteurs impliqués dans la réponse. Le CREC a mis en place une plateforme très dynamique de partage de supports https://coronawestafrica.info/</p> <p>Il y a eu plus de 16.000 visites par un public très varié allant des agents communautaires aux représentants des Ministères. Il manque néanmoins des supports en PE. Pour partager les supports de vos organisations vous pouvez soit directement uploader vos supports sur le site (un comité les revoit 2 fois par semaine) ou contacter Vincent Briard briard@unhcr.org</p> | <p>NA</p> | |
| <p>4. Le monitoring de protection (UNHCR)</p> | <p>Mise en place d'un mécanisme de monitoring de protection régional dans un premier temps sur la zone frontalière du Niger, Mali et Burkina Faso (lead HCR et co lead DRC). Regroupe une trentaine d'organisations et a pour objectifs de générer un récit régional cohérent de la situation de protection ; d'améliorer la compréhension des corrélations entre l'environnement de protection et les risques ; de mieux coordonner les activités de protection, y compris celles des Clusters Protection ; de soutenir la programmation fondée sur des preuves pour les interventions de protection ; de mener un plaidoyer au niveau régional fondé sur des sujets sensibles ; d'améliorer la coordination transfrontalière ; d'alimenter l'analyse sectorielle régionale inter-institutions. Le mécanisme est en train de démarrer. Pour plus d'informations Vincent Briard briard@unhcr.org</p> | <p>Partage des documents ressources y inclus le questionnaire</p> | <p>UNHCR (juin)</p> |
| <p>AOB</p> | <p>TOR du groupe et Renouvellement co-facilitateur : Une version actualisée des TOR va être recirculée pour une semaine. Si des ONG sont intéressées par la co-facilitation merci de vous signaler à Yann Grandin ygrandin@unicef.org. Dans le cas contraire SOS sera reconduit</p> <p>Offre de formation gratuite : Adapter la gestion des cas de protection de l'enfance : Les maladies infectieuses comme le COVID-19 peuvent perturber les environnements dans lesquels les enfants vivent et se développent. Cette situation peut avoir des conséquences négatives sur le bien-être des enfants et leur développement, et accroître les risques auxquels ils peuvent être exposés. Conçu par CELCIS, basé à l'Université de Strathclyde, avec l'appui de nombreux acteurs de la protection et du HCR, ce nouveau cours gratuit de 3-4 heures en ligne est maintenant offert à toute personne ayant la responsabilité de répondre aux besoins de soins et de protection des enfants. Pour plus d'infos et vous inscrire (début du cours le 29 Juin) www.futurelearn.com/courses/covid-19-adapting-child-protection-case-management</p> | <p>Recirculer les TDR et appel à candidature</p> <p>Circuler le flyer</p> | <p>UNICEF (Juin)</p> |
| <p>Annexes</p> | | | |



Région Afrique de l'Ouest et du Centre
Groupe de Travail Protection de l'Enfance en situation d'urgence - GTPESU
Rapport de réunion

Présentations/ TOR du groupe

Prochaine réunion

Septembre 2020